

# BNP Paribas

## Evaluation globale :

Notre rencontre avec BNP Paribas pendant la campagne s'est déroulée de manière ouverte et respectueuse, mais a laissé peu d'espoir. BNP Paribas n'envisage absolument aucune perspective quant à un arrêt éventuel du financement des entreprises impliquées dans l'exploitation de charbon, de pétrole et de gaz. Par contre, en ce qui concerne les prêts et les fonds d'investissements, la banque mène une politique qui prévoit quelques limitations autour du charbon et du pétrole et du gaz non conventionnels, c.-à-d. les gisements pétroliers et gaziers plus difficiles à exploiter tels que le pétrole et le gaz de schiste, le pétrole de sables bitumineux et les gisements pétroliers autour du pôle Nord, dont l'exploitation est extrêmement nocive et dangereuse pour l'environnement et la population locale. À part cela, la politique de BNP reste malheureusement très lacunaire et vague, ce qui fait que l'argent continue à affluer quasiment sans entraves vers les formes responsables du réchauffement climatique les plus extrêmes.

BNP Paribas n'investit plus dans des *projets* liés à l'exploitation de charbon et de pétrole et de gaz non conventionnels, mais continue à investir dans des entreprises qui pratiquent ces activités, à condition que ces dernières ne constituent pas une part trop importante de leurs activités globales ou de leur chiffre d'affaires. Une entreprise énergétique qui veut obtenir un prêt auprès de BNP peut avoir 30 % de son électricité produite par des centrales au charbon. Une entreprise d'exploitation minière peut tirer jusqu'à 50 % de son chiffre d'affaires de mines de charbon. Pour le pétrole et le gaz non conventionnels, il n'est pas clair où la banque situe la limite. BNP Paribas sème le flou en déterminant que le pétrole de sable bitumineux ou le pétrole de schiste ne peuvent pas constituer une part « significative » des réserves ou du chiffre d'affaires d'une entreprise énergétique. Le résultat de cette politique est que selon une [nouvelle enquête](#), BNP a investi depuis 2016 plus de 44 milliards d'euros dans les combustibles fossiles.

# Evaluation par point du mémorandum de **Move Your Money :**

**1) Des objectifs clairs pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de la banque.**

→ BNP indique qu'elle travaille à une méthodologie pour dresser l'inventaire des émissions de gaz à effet de serre liées aux prêts et aux investissements, mais ne formule pas d'objectif quant à leur réduction.

**2) Pas d'argent pour les entreprises qui exploitent de nouveaux gisements de combustibles fossiles.**

→ BNP n'a pas de politique globale et la politique autour du charbon et du pétrole et du gaz non conventionnels comporte beaucoup de lacunes.

**3) Pas d'argent pour les entreprises qui envisagent de construire de nouvelles centrales au charbon.**

→ Comme les entreprises énergétiques peuvent encore tirer 30 % de leur électricité du charbon pour recevoir de l'argent de BNP, de nouvelles centrales au charbon sont tout à fait possibles.

**4) Pas d'argent pour les entreprises énergétiques qui n'ont pas de feuille de route claire sur la manière dont elles respecteront l'Accord de Paris sur le climat.**

→ Les limitations que BNP impose aux entreprises énergétiques sont bien trop faibles pour pouvoir dire qu'elle respecte l'Accord de Paris sur le climat.

**5) L'argent des banques qui est déjà investi dans ces entreprises polluantes doit être complètement retiré d'ici 2050.**

→ BNP n'a pas de politique à cet égard.

## **Notre verdict final**

Outre de belles paroles en faveur du climat, BNP Paribas Fortis a également une politique autour du charbon et du pétrole et du gaz non conventionnels. Mais cela ne veut absolument pas dire que l'argent que vous avez dans cette banque est zéro fossile. Votre épargne ou vos investissements font partie des 44 milliards d'euros que BNP Paribas Fortis continue à faire affluer vers les énergies fossiles. Notre conseil est clair : move your money.

# Sources

BNP Paribas SA (2017) Unconventional oil and gas policy. BNP Paribas SA, Paris, à consulter sur : [https://group.bnpparibas/uploads/file/csr\\_sector\\_policy\\_unconventional\\_oil\\_and\\_gas\\_19\\_12\\_2017\\_v\\_standardized.pdf](https://group.bnpparibas/uploads/file/csr_sector_policy_unconventional_oil_and_gas_19_12_2017_v_standardized.pdf) (consulté le 26 mai 2019)

BNP Paribas SA (2016) Coal-fired power generation - sector policy. BNP Paribas SA, Paris, à consulter sur : [https://group.bnpparibas/uploads/file/csr\\_sector\\_policy\\_cfpq.pdf](https://group.bnpparibas/uploads/file/csr_sector_policy_cfpq.pdf) (consulté le 26 mai 2019)

Fairfin (2019) Grootbanken investeren steeds meer in fossiele industrie. Fairfin, Bruxelles, à consulter sur :

<http://fairfin.be/nl/actueel/nieuws/2019/04/grootbanken-investeren-steeds-meer-fossiele-industrie-0> (consulté le 23 mai 2019)

# ING

## Evaluation globale :

Pendant la campagne, nous nous sommes réunis avec le département durabilité d'ING et son directeur belge. Ces représentants nous ont fait savoir qu'ils travaillaient à une méthodologie (Terra Approach) pour dresser l'inventaire de leurs émissions de gaz à effet de serre liées aux prêts et aux investissements. En effet, le point de contact néerlandais de l'OCDE a imposé à ING de formuler des objectifs concrets pour mettre ses financements en ligne avec l'Accord de Paris sur le climat. ING a répondu à cela qu'elle allait le faire, mais aucun objectif concret n'a encore été formulé.

ING a une politique pour ce qui concerne les centrales au charbon, les mines de charbon et les sables bitumineux. Elle veut réduire le financement des centrales au charbon à un niveau proche de zéro d'ici 2025, tant au niveau du financement de projets que des prêts aux entreprises. Entre maintenant et 2025, les entreprises qui construisent de nouvelles centrales au charbon peuvent encore recevoir de l'argent, et après cela elles pourront encore obtenir un prêt si l'argent est destiné à d'autres projets. Les centrales au charbon qui ne contribuent pas à la production globale d'électricité mais à l'approvisionnement

d'une fabrique d'acier ou d'aluminium ou d'une mine peuvent elles aussi encore recevoir de l'argent d'ING. Pour le reste, ING applique des limitations pour les mines de charbon et le pétrole de sables bitumineux (un pétrole qui est plus difficile et plus polluant à exploiter). Mais les entreprises qui sont actives dans ce secteur peuvent malgré tout encore recevoir de l'argent s'il ne s'agit pas de leur activité principale et si le prêt n'est pas directement destiné à une mine de charbon ou à des activités liées aux sables bitumineux. À priori, il semble donc qu'ING réduise davantage l'afflux d'argent vers les combustibles fossiles, mais malgré cela [plus de 22 milliards d'euros ont été investis depuis 2016](#) dans l'industrie fossile.

## **Evaluation par point du mémorandum de Move Your Money :**

### **1) Des objectifs clairs pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de la banque.**

→ ING dit vouloir mettre ses financements en ligne avec l'Accord de Paris sur le climat, mais n'a encore formulé aucun objectif concret.

### **2) Pas d'argent pour les entreprises qui exploitent de nouvelles réserves de combustibles fossiles.**

→ Les limitations pour ce qui concerne le charbon et le pétrole de sables bitumineux sont insuffisantes et d'une manière générale chez ING la porte est ouverte à l'exploitation de nouvelles réserves de combustibles fossiles.

### **3) Pas d'argent pour les entreprises qui envisagent de construire de nouvelles centrales au charbon.**

→ Entre maintenant et 2025, le financement de nouvelles centrales est encore possible. La politique de la banque présente également d'autres lacunes.

### **4) Pas d'argent pour les entreprises énergétiques qui n'ont pas de feuille de route claire sur la manière dont elles respecteront l'Accord de Paris sur le climat.**

→ Il n'y a des limitations que pour le charbon, mais pas de critères universels pour inciter les entreprises énergétiques à mettre en œuvre l'Accord de Paris sur le climat.

### **5) L'argent des banques qui est déjà investi dans ces entreprises polluantes doit être complètement retiré d'ici 2050.**

→ Hormis l'objectif insuffisant concernant les centrales au charbon, ING n'envisage encore absolument pas cette perspective.

# Notre verdict final

ING dit vouloir mettre les investissements qu'elle réalise avec notre argent en ligne avec l'Accord de Paris sur le climat, mais nous ne voyons aucun engagement concret. Leur programme visant à mettre fin au financement des centrales au charbon présente encore des lacunes et dans d'autres domaines ING n'a tout simplement pas de politique. Finalement, la politique d'ING laisse à désirer sur tous les points. Si vous êtes client chez ING, votre argent est englouti dans le flux de milliards qui déferle vers l'industrie fossile. Notre conseil est donc : move your money.

## Sources

ING Group N.V. (2018) ING's Terra Approach. ING Group N.V., Amsterdam, à consulter sur : <https://www.ing.com/Sustainability/Sustainable-business/INGs-Terra-approach.htm> (consulté le 20 mai 2019)

ING Group N.V. (2018) Environmental and social risk management. ING Group N.V., Amsterdam, à consulter sur : <https://www.ing.com/Sustainability/Sustainable-business/Environmental-and-social-risk-policies.htm> (consulté le 21 mai 2019)

Fairfin (2019) Grootbanken investeren steeds meer in fossiele industrie. Fairfin, Bruxelles, à consulter sur : <http://fairfin.be/nl/actueel/nieuws/2019/04/grootbanken-investeren-steeds-meer-fossiele-industrie-0> (consulté le 23 mai 2019)

## Belfius

# Evaluation globale :

Pendant la campagne, nous nous sommes réunis avec Belfius et avons échangé des informations par e-mail. Lors de la rencontre, du personnel de différents départements était présent, mais ces personnes n'étaient pas très bien préparées et aucun engagement supplémentaire n'a été pris, alors qu'une banque qui est aux mains de l'État devrait justement établir la norme en tournant carrément le dos aux combustibles fossiles et en soutenant pleinement une transition énergétique socialement équitable (lorsqu'au cours d'une action créative avec des caisses de déménagement en avril, le jour de leur assemblée générale, nous avons tenté de remettre notre résolution, la réception nous a fait savoir que la direction de la banque ne souhaitait pas la réceptionner).

Belfius dit ne plus financer les combustibles fossiles et soutenir uniquement les énergies renouvelables. Y sont-ils totalement parvenus ? Si l'on examine les détails, on constate qu'en fin de compte Belfius laisse elle aussi à désirer sur tous les points.

Il n'est déjà pas tout à fait vrai que Belfius ne finance plus les combustibles fossiles. Les entreprises énergétiques peuvent quand même encore obtenir un crédit caisse auprès de la banque à condition qu'elles ne soient *pas uniquement* actives dans les combustibles fossiles. En outre, les différents types de fonds d'investissements gérés et proposés par la banque n'excluent pas les combustibles fossiles. Seules quelques limitations partielles sont posées.

## Evaluation par point du mémorandum de Move Your Money :

**1) Des objectifs clairs pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de la banque, surtout via les financements.**

→ Belfius n'a pas d'objectifs à cet égard.

**2) Pas d'argent pour les entreprises qui exploitent de nouvelles réserves de combustibles fossiles.**

→ La politique de la banque en matière d'investissements permet le financement d'entreprises qui exploitent de nouveaux gisements de combustibles fossiles.

**3) Pas d'argent pour les entreprises qui envisagent de construire de nouvelles centrales au charbon.**

→ De l'argent peut encore toujours aller vers la construction de nouvelles centrales au charbon via certains fonds d'investissements et via une exception en matière de crédits caisse pour les entreprises énergétiques qui ne sont pas uniquement actives dans les combustibles fossiles.

#### **4) Pas d'argent pour les entreprises énergétiques qui n'ont pas de feuille de route claire sur la manière dont elles respecteront l'Accord de Paris sur le climat.**

→ La politique de la banque ne demande pas cela aux entreprises énergétiques, ni en cas d'octroi de crédit, ni par l'intermédiaire de fonds d'investissements.

#### **5) L'argent des banques qui est déjà investi dans ces entreprises polluantes doit être complètement retiré d'ici 2050.**

→ L'arrêt des crédits pour les combustibles fossiles est insuffisant. En matière d'investissements, il n'est absolument pas question de retirer l'argent des combustibles fossiles.

## **Notre verdict final**

Belfius a déjà fait pas mal d'avancées sur différents points, mais n'a pris aucun engagement supplémentaire et laisse finalement à désirer sur tous les points, alors qu'une banque nationalisée devrait justement prendre les devants en matière de financement de la transition. Nous conseillons aux clients de donner un signal clair : move your money.

## **Sources**

Belfius Banque S.A. (2019) Rapport annuel 2018. Belfius Banque S.A., Bruxelles, à consulter sur : [https://www.belfius.be/about-us/dam/corporate/investors/ratios-en-rapporten/reports-bank/fr/bel\\_RA2018\\_fr.pdf](https://www.belfius.be/about-us/dam/corporate/investors/ratios-en-rapporten/reports-bank/fr/bel_RA2018_fr.pdf) (consulté le 28 mai 2019).

Communication personnelle par e-mail avec le responsable RSO Didier Simal

# KBC

## **Evaluation globale :**

Au cours de la campagne, nous avons eu deux réunions avec KBC, la première avec les responsables du département durabilité et la seconde avec le président de KBC. Le PDG de KBC a également réagi officiellement à nos exigences par la voie d'un communiqué de presse. KBC indique qu'elle cherche une méthode pour calculer les émissions de CO<sub>2</sub> liées à leurs portefeuilles de crédits, d'assurances et d'investissements, mais ne prend pas d'engagements concrets.

KBC exclut les crédits au charbon (à l'exception de certains projets en Tchéquie), mais cette limitation ne vaut pas pour le financement d'entreprises qui tirent moins de la moitié de leurs revenus du charbon. KBC exclut également le financement du pétrole et du gaz non conventionnels (tels que le pétrole de sables bitumineux et le gaz de schiste), mais uniquement sur la base de projets. Les entreprises qui pratiquent ces activités peuvent donc encore malgré tout obtenir des prêts pour l'ensemble de leurs activités. La banque exclut aussi les entreprises qui sont spécialisées dans l'exploitation de nouveaux gisements pétroliers et gaziers, mais les grandes compagnies pétrolières et gazières échappent à cette mesure. Les fonds d'investissements durables de KBC n'investissent pas dans des entreprises qui exploitent des combustibles fossiles ou des producteurs d'électricité qui utilisent du charbon. Ces producteurs d'électricité peuvent toutefois tirer jusqu'à 60 % de leur chiffre d'affaires d'autres combustibles fossiles. Cette politique ne vaut pas pour les fonds « ordinaires ».

## **Evaluation par point du mémorandum de Move Your Money :**

**1) Des objectifs clairs pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de la banque.**

→ KBC dit travailler à une méthode pour calculer les émissions, mais ne prend pas d'engagements.



## **2) Pas d'argent pour les entreprises qui exploitent de nouvelles réserves de combustibles fossiles.**

→ Les financements ou les investissements dans les grandes compagnies pétrolières et gazières qui exploitent de nouveaux gisements sont encore toujours possibles chez KBC.

## **3) Pas d'argent pour les entreprises qui envisagent de construire de nouvelles centrales au charbon.**

→ Les entreprises énergétiques qui tirent moins de la moitié de leurs revenus du charbon peuvent encore toujours obtenir des crédits et se retrouver dans des investissements « ordinaires ».

## **4) Pas d'argent pour les entreprises énergétiques qui n'ont pas de feuille de route claire sur la manière dont elles respecteront l'Accord de Paris sur le climat.**

→ Les entreprises énergétiques doivent seulement pouvoir prouver qu'elles tirent moins de la moitié de leur chiffre d'affaires du charbon pour obtenir un financement. Pour les investissements via les fonds d'investissements « ordinaires », cette condition ne s'applique même pas.

## **5) L'argent des banques qui est déjà investi dans ces entreprises polluantes doit être complètement retiré d'ici 2050.**

→ KBC a l'ambition de rendre la moitié de son portefeuille de crédits durable en 2030 et de supprimer le charbon en 2035. Il n'y a pas d'engagement ou d'échéance concernant un abandon complet au niveau des portefeuilles de crédits ou d'investissements.

# **Notre verdict final**

KBC est la banque qui a pris la campagne le plus au sérieux et qui a fait le plus d'efforts pour montrer sa bonne volonté, mais n'a dans les faits entrepris aucune action pour désinvestir davantage. Il est clair que les clients de KBC qui prennent l'Accord de Paris au sérieux ne sont donc manifestement pas suivis par leur banque. Nous ne pouvons que leur conseiller de : move your money.

# Sources

KBC Groupe S.A. (2019) KBC publie son huitième Rapport à la Société et se positionne sur la campagne Move Your Money. KBC S.A., Bruxelles, à consulter sur :

<https://www.kbc.com/fr/archive-de-communiqués-de-presse> (consulté le 25 mai 2019).

KBC Groupe S.A. (2018) KBC group energy credit and insurance policy. KBC S.A., Bruxelles, à consulter sur :

[https://www.kbc.com/fr/system/files/doc/sustainability-reponsability/FrameworkPolicies/CSD\\_KBCGroupEnergyCreditandInsurancePolicy.pdf](https://www.kbc.com/fr/system/files/doc/sustainability-reponsability/FrameworkPolicies/CSD_KBCGroupEnergyCreditandInsurancePolicy.pdf)

(consulté le 25 mai 2019)